



Déclaration commune des élu.es
C.G.T Educ'action et SNUEP-FSU

CAPA PLP d'avancement Hors-classe

13 juin 2019



Réforme des lycées, du bac, de la voie professionnelle, réforme de la fonction publique et loi Blanquer... En quelques mois, l'Education Nationale continue à subir une mutation qui l'éloigne toujours plus du projet porté par nos deux organisations, c'est-à-dire une école émancipatrice qui tente de réduire les inégalités plutôt que de les renforcer.

Malgré les discours portés par l'institution, personne n'est dupe des objectifs financiers de tout cela. Croulant déjà sous la multiplication des tâches et des injonctions, nos collègues ont certes du mal à se mobiliser massivement mais **ils expriment quotidiennement leur rejet de ces réformes** : il suffit de rentrer dans une salle des profs pour s'en assurer... !

Face à cela, les collègues vivent un profond désarroi dans leur travail quotidien. Ils sollicitent de plus en plus les syndicats dans un contexte de forte souffrance au travail dont témoigne l'explosion des congés maladie, des demandes de postes adaptés (dont il est question dans cette CAPA) et plus globalement d'appels au secours des collègues. **Cette situation ne peut que se dégrader par l'application autoritaire et à marche forcée de la réforme de la voie professionnelle.**

En ce qui concerne l'avancement à la Hors-classe, nous rappelons que nos deux organisations sont opposés à toute forme d'avancement au mérite, sous-tendu aujourd'hui par une culture du résultat et une direction managériale à l'œuvre aussi bien dans le monde du privé que dans celui du public et qui menace notre modèle de société et nos services publics.

Nous continuons ainsi de revendiquer une totale déconnexion de la rémunération avec l'évaluation et rappelons notre totale opposition à la « carrière au mérite », aux primes individualisées et à la multiplication des heures supplémentaires.

Nous continuons et continuerons de réclamer un avancement de carrière unifié dans une grille rénovée, accélérée et incluant les indices de la Hors-classe et de la classe dite « *exceptionnelle* ».

L'attribution aujourd'hui de congés de formation est un dispositif louable mais une vingtaine de congés pour la totalité des enseignants de notre Académie (PLP, certifiés, CPE, PE...) procède d'une politique comptable. Ce nombre qui n'évolue pas d'année en année pour l'ensemble des corps ne permet pas de satisfaire les collègues demandeurs. L'accès aux congés dépend également du nombre de demandes par corps et par discipline et les possibilités sont dérisoires si on les reporte au nombre total d'enseignants.

Force est de constater que la politique menée ne semble pas découler de besoins mais uniquement de l'enveloppe allouée.

Pour conclure, nous appelons les personnels à poursuivre leur mobilisation face aux atteintes que subit le service public d'éducation, notamment par la grève le 17 juin, pour une revalorisation des rémunérations, le retrait des réformes des lycées, le retrait des projets de loi « *Ecole de la confiance* » et « *Fonction publique* », contre un projet d'école et de société dont le but est clairement d'entériner la confiscation par quelques-uns du bien commun.

Les élu.es PLP de la C.G.T Educ'action et du SNUEP-FSU de l'académie de Clermont-Ferrand.